



ONUSIDA
PROGRAMME COMMUN DES NATIONS UNIES SUR LE VIH/SIDA

HCR
UNICEF
PAM
PNJ
UNFPA
ONU
OIT
UNESCO
OMS
BANQUE MONDIALE

Résumé de rapport

Une action urgente s'impose pour accroître les ressources qui permettront d'atteindre les objectifs liés au sida

Genève, 26 septembre 2007 – Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) sort aujourd'hui un nouveau rapport sur l'estimation des ressources financières qu'exige la riposte au sida. Le rapport, qui s'intitule *Financial resources required to achieve universal access to HIV prevention, treatment, care and support* [Les ressources financières requises pour réaliser l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge et à l'appui en matière de VIH], propose trois approches différentes pour financer la riposte au sida, notamment :

- Extension aux taux actuels. Cette approche demanderait entre 14 et 18 milliards de dollars des Etats-Unis et fournirait un traitement à 8 millions de personnes d'ici à 2015.
- Accès universel d'ici à 2010. Cette approche envisage un accroissement significatif des ressources disponibles et une extension urgente et considérable de la couverture dans l'ensemble des pays. Elle permettrait d'offrir un traitement à 14 millions de personnes d'ici à 2010 et coûterait de 32 à 51 milliards de dollars. En 2015, ce chiffre atteindrait entre 45 et 63 milliards de dollars.
- Extension progressive jusqu'en 2015. Cette approche suppose des taux d'extension différents pour chaque pays sur la base de la couverture des services et des capacités actuelles, avec la réalisation de diverses cibles programmatiques à des moments différents et l'accès universel dans tous les pays d'ici à 2015. Cette approche exigerait entre 41 et 58 milliards de dollars en 2015.

Le financement pour le sida a augmenté de manière exponentielle, passant de moins de 300 millions de dollars en 1996 à quelque 10 milliards de dollars pour 2007.

Lors de la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida qui s'est tenue à New York en 2006, les pays se sont engagés en faveur de l'extension sur la voie de l'accès universel d'ici à 2010. En juin de cette année, 93 pays s'étaient fixé des cibles nationales ambitieuses et 60 avaient élaboré et chiffré des plans stratégiques. En 2008, les pays passeront en revue les progrès réalisés.

Des pays tels que le Botswana et le Brésil ont déjà bien progressé en direction de l'accès universel, en particulier en réalisant l'accès universel au traitement antirétroviral. Plusieurs autres, tels que l'Afrique du Sud, l'Ethiopie et le Kenya, s'appêtent également à atteindre leur cible nationale en matière de traitement d'ici à 2010. Mais les 10 milliards de dollars disponibles en 2007 représentent un sérieux déficit de financement et entravent les efforts consentis par de nombreux pays pour atteindre leurs objectifs liés à l'accès universel.

Le rapport indique que le manque d'investissement pour la riposte au sida il y a 10 ou 20 ans – en particulier dans le renforcement des systèmes de santé et pour des problèmes qui contribuent à entraîner l'épidémie, tels que la violence à l'encontre des femmes, ainsi que

dans le domaine de l'éducation – a eu comme résultat une aggravation de l'épidémie et explique les niveaux plus élevés de financement qui sont exigés aujourd'hui.

Dans de nombreux pays, l'épidémie de sida a raccourci l'espérance de vie de plus de 20 ans et en dépit d'un meilleur accès aux antirétroviraux à travers le monde, en 2006 plus de 70% des personnes qui en avaient besoin n'ont pas eu accès au traitement.

Méthodologie

Les estimations contenues dans le rapport, élaborées pour 132 pays à revenu faible ou intermédiaire, sont fondées sur le type d'épidémie et les cibles fixées sur le plan national à l'aide des dernières données disponibles.

Les exigences financières comprennent notamment les coûts liés à la prévention, au traitement, à la prise en charge et à l'appui pour les enfants rendus orphelins ou vulnérables par le sida. Pour la première fois, l'ensemble de services de prévention comprend des actions pour combattre les inégalités entre les sexes et la violence à l'égard des femmes, ainsi que la circoncision masculine des adultes, le test et le conseil à l'initiative du fournisseur de soins, les traitements de substitution à la drogue et les coûts associés au renforcement des systèmes de santé.

Les données ont été examinées par des Groupes de travail techniques et un conseil consultatif composé d'économistes et d'experts internationaux provenant de pays donateurs et de pays en développement, de la société civile, des organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales.

Contact

Sophie Barton-Knott | ONUSIDA Genève | +41 22 791 1697 | bartonknotts@unaids.org

L'ONUSIDA est une initiative conjointe innovante des Nations Unies, qui rassemble les efforts et les ressources du Secrétariat de l'ONUSIDA et de dix organisations du système des Nations Unies dans la riposte au sida. Le Siège du Secrétariat se trouve à Genève (Suisse), avec du personnel sur le terrain dans plus de 80 pays. L'action cohérente du système des Nations Unies sur le sida est coordonnée dans les pays par le biais des groupes thématiques des Nations Unies et de programmes communs sur le sida. Les Coparrainants sont les suivants : le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'ONUDC, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Vous pouvez consulter le site web de l'ONUSIDA sur www.unaids.org